

A l'attention de Mesdames et Messieurs les Ministres des Finances de la France, l'Allemagne, la Belgique, le Portugal, l'Autriche, la Slovénie, la Grèce, l'Italie, la Slovaquie et l'Estonie

18 septembre 2015

Objet : Pour l'adoption d'une taxe sur les transactions financières ambitieuse et l'allocation d'au moins 50% de ses revenus au climat et à la santé

Mesdames et Messieurs les Ministres des Finances,

Vous allez très prochainement prendre des décisions clés concernant la taxe sur les transactions financières en discussion dans vos 11 pays respectifs. Nous, associations de la société civile francophone regroupées au sein du Réseau Climat & Développement, saissons cette opportunité pour vous appeler, au nom de la solidarité internationale et des vies fragilisées par les impacts des changements climatiques et les grands fléaux sanitaires mondiaux, à contribuer à changer le cours de l'histoire. Pour ce faire, nous vous demandons de vous engager clairement pour la mise en application effective d'une taxe sur les transactions financières sur l'ensemble des produits financiers et avec un taux suffisamment ambitieux, ainsi que pour l'affectation d'au moins 50% de ces ressources aux luttes contre la pauvreté et les changements climatiques.

Dans quatre mois, l'Europe aura l'honneur d'abriter la COP21 qui va se tenir à Paris en France du 30 novembre au 11 décembre 2015. Ce sommet est un rendez-vous crucial de cette année 2015 charnières pour le climat, qui doit permettre aux pays membres de la CCNUCC de convenir d'un accord universel sur le climat. L'Accord de Paris et les décisions de la COP21 devront comporter un volet financier capital dans les négociations. Ce volet s'annonce corsé parce qu'il va s'agir de clarifier dans une feuille de route comment mobiliser les 100 milliards de dollars d'ici 2020 que les pays développés ont promis depuis Copenhague 2009 pour aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques, mais également de définir les dispositions pratiques à prendre pour faire face aux coûts de l'adaptation, des pertes et dommages et de la transition énergétique après 2020.

Ceci constitue une réelle inquiétude pour la société civile mondiale et particulièrement celle de l'Afrique au regard de l'absence de volonté et d'actes réels des pays développés qui se sont pourtant engagés à répondre aux besoins des pays en développement dans la lutte contre les changements climatiques. Pour rappel, l'Afrique Subsaharienne est la région la plus touchée dès aujourd'hui, mais aussi la plus exposée aux impacts à venir des changements climatiques. Le surcoût de son développement bas carbone représente aujourd'hui 22 à 30 milliards dollars et sera de 52 à 68 milliards dollars d'ici 2030. Celui de l'adaptation est de 7 à 15 milliards aujourd'hui et il représentera 35 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 même avec un réchauffement en deçà de 2°C.

Nous attestons que des efforts ont été accomplis dans le financement de la lutte contre les changements climatiques dans les pays vulnérables. Cependant, les crises économiques et financières auxquelles font face les budgets nationaux corroborent l'insuffisance de l'Aide Publique au Développement en réponse aux besoins de développement et le non-respect des engagements sur les financements climat. Plus que jamais, il est nécessaire de créer des mécanismes financiers permettant de générer des recettes publiques, additionnelles, automatiques et prévisibles pour

garantir l'atteinte des engagements pris. Heureusement, les solutions existent, comme l'ont démontré plusieurs études depuis presque une dizaine années. La taxe sur les transactions financières en fait partie, et les débats en cours à niveau européen ont été suivis avec beaucoup d'intérêt ces dernières années. Ne manque aujourd'hui que la volonté politique.

Mesdames et Messieurs les Ministres, ayez le courage de relever le défi de ce portage politique qui manque à l'action. Nous vous réitérons notre demande comme un cri du cœur : adoptez une taxe sur les transactions financières ambitieuse et engagez-vous à allouer 50% au moins de ces ressources à la lutte contre les changements climatiques et la santé.

Pour le Réseau Climat & Développement,

Joseph Kogbe, Coordonnateur du Réseau Climat & Développement

Le Réseau Climat & Développement (RC&D) rassemble plus de 80 associations francophones, majoritairement basées en Afrique, qui portent des projets de terrain et de plaidoyer sur les changements climatiques. Il vise à renforcer la voix francophone et la prise en compte des enjeux des communautés locales dans les politiques et les négociations internationales sur le climat.